COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 30 OCTOBRE 2009

Etaient Présents:

M. Michel RAOULT, maire, M. Claude LE TREOU. M. Jean Yves DANNIC, M. Claude LE HENAFF, Mme Michelle CESARE adjoints, M. André LE THOMAS, M. Alain LE FLOCH, Mme Colette LE ROUX, M. Arnaud THOMAS, M. Yann LE CALLENNEC, M. Anthony MASSET, Mme Prescillia OLLIVIER, M. Jean Yves TOULLELAN, M. Christian HERVE, M. Jean François ROUDAUT.
M. Michel LE GUEN, secrétaire général.

Absent :

Procurations : M Pascal RIOU à M. Anthony MASSET.
M. Philippe MICHEL à M. Claude LE HENAFF
Mme Anne BERTHELEME à M. Jean Yves TOULLELAN
Mme Jeanne ROLLAND à Mme Colette LE ROUX.

Secrétaire : M. Anthony MASSET

Ordre du Jour :

- 0/ Adoption du procès verbal du 14 septembre 2009.
- 1/ Crédit de trésorerie.
- 2/ Budget Commune : DM2.
- 3/ Indemnité de conseil au comptable.
- 4/ Personnel : Modification de la durée de service.
- 5/ Choix du bureau d'études pour les travaux de sécurité sur la voirie.
- 6/ Pass Foncier.
- 7/ Succession Jean Paul Coderch-Armez
- 8/ CCPG : TEOM.
- 9/ Election d'un délégué suppléant à la CCPG.
- 10/ Achat d'un portion de terrain à M. et Mme SCHWAB Peter.
- 11/ Questions diverses.

0 - Adoption du procès verbal du conseil municipal du 14 septembre 2009

Le procès-verbal du conseil municipal du 14 septembre 2009 est adopté à l'unanimité.

1 – Crédit de trésorerie

Les besoins de financement de la commune nécessitent un crédit de trésorerie de 300.000 €. Une consultation a été lancée auprès du Crédit Agricole, du Crédit Mutuel de Bretagne et de DEXIA Crédit Local.
Les propositions :

	Taux Variable	Marge	Commission
BCME (CMB)	T4M (sept: 0.3584 %)	1,02%	0,10 % montant
DEXIA	Eonia Sept 0.34%)	1,10%	0.20% montant
Crédit Agricole	Euribor 3 mois (sept : 0.771%)	0,60%	0,08% montant

Le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre du Crédit Agricole, indexée sur l'Euribor 3 mois, avec une marge de 0,60 %, une commission de 0,08 %, et autorise le maire à signer le contrat de crédit de trésorerie de 300.000 €.

2 - Budget commune : DM 2

Le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative suivante :

Section de Fonctionnement

Dépenses			
	Chapitre 68	Dotations	
	Art 6811	Dotations aux amortissements	4 400
Recettes			
	Chapitre 73	Impôts et taxes	
	7388	Autres taxes diverses	4 400

Section d'Investissement

Recettes			
	Chapitre 28	Amortissements des immobilisations	
	Art 280415	Amort des subv versées à des organismes	4 400
	Chapitre 16	Emprunt	
	Art 1641	Emprunt	- 4 400

3 - Indemnités au comptable

Madame Sylvie ERNOULD, receveur municipal présente une demande d'attribution de l'indemnité de conseil.

Le conseil municipal

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Vu le décret n°82979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

A l'unanimité décide :

- **de demander le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil.**
- **d'accorder l'indemnité de conseil aux taux de 100% par an.**
- **que cette indemnité calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à Madame Sylvie ERNOULD, receveur municipal.**
- **De lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires pour un montant de 45,73 €.**

4 – Personnel : Modification de la durée de service

Le 31 juillet 2001, le conseil municipal délibère sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Le temps de travail annuel est fixé à 1.600 heures pour une application au 1^{er} janvier 2002. Cette décision est validée en septembre 2001, par le comité technique paritaire du centre de gestion 22. Et depuis le 1^{er} janvier 2002, elle est appliquée pour le personnel communal, et elle n'a fait l'objet d'aucune remarque, de la part du centre de gestion.

Mais récemment, suite à la demande de modification de la durée de service de certains agents, le comité technique paritaire émet un avis défavorable au motif que le volume annuel de temps travaillé de 1.600 heures trop élevé.

Renseignement pris, il nous informe qu'il ne répond favorablement que pour une durée annuelle de service maximale de 1.561 heures (1.554 h + 7h : au titre de la journée de la solidarité)- (Décision du comité technique paritaire en novembre 2001).

Le maire propose d'aligner le temps de travail annuel des agents de la commune sur celui préconisé par le comité technique paritaire du centre de gestion 22 soit : 1.561 heures et de revoir en conséquence les emplois du temps de tous les agents.

Pour les agents travaillant dans les écoles, suite à la réduction du nombre de jours de classe fixé maintenant à 139 jours, les durées de service suivantes seraient appliquées. Elles remplaceraient celles fixées lors du conseil municipal du 14 septembre dernier.

- ATSEM 1^{ère} classe reste à 32 h hebdomadaires.
- Adjoint Technique Principal 2^{ème} classe passe de 30h hebdomadaires à 29h00.
- Adjoint Technique 2^{ème} classe passe de 32h hebdomadaires à 30h50.
- Adjoint Technique 2^{ème} classe passe de 30h hebdomadaires à 29h00.

- Adjoint Technique 2^{ème} classe passe de 20h hebdomadaires à 19h50.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de fixer la durée annuelle de service à 1561 heures et adopte le tableau des effectifs suivant :

Grades	Tableau des effectifs au 1 ^{er} janvier 2009	Tableau des effectifs au 1 ^{er} novembre 2009
Attaché Principal	1	1
Rédacteur	1 (non pourvu)	1 (non pourvu)
Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe	1	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	1	1
Agent Maîtrise Principal	1	1
Agent Territorial Spécialisé Ecoles Maternelles 1 ^{ère} classe	1 TC 1 (32h)	1TC 1 (32h)
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	1 (30h)	1 (29h)
Adjoint Technique 1 ^{ère} classe	1 TC	2 TC
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	4 TC 1 (32h) 2 (30h) 1 (22h) 1 (20h) 2 (17h50)	3 TC 1(30h50) 1(30h) 1(29h) 1(22h) 1(19h50) 2(17h50)

5 – Choix du bureau d'études pour les travaux de sécurité sur la voirie

Conformément à la décision du conseil municipal en date du 14 septembre 2009, une consultation a été lancée pour la réalisation d'une étude de sécurisation sur la voirie. Elle porte sur les secteurs suivants :

- les deux entrées du Bourg sur le CD 15 et celle sur le CD 82 (direction Yvias).
- sur le CD 15 les quartiers de Lézoën et de Pont Min.
- sur les voies communales à la Lan Baston, aux Quatre Vents et au centre de Penhoat.

La tranche ferme comprend : l'Avant Projet (AVP), les éléments de missions complémentaires et le Projet (PRO).

La tranche conditionnelle comprend : l'Assistance aux Contrats de Travaux (ACT), la Direction de l'Exécution des Travaux (DET) et l'Assistance aux Opérations de Réceptions (AOR).

Nous avons obtenu les propositions suivantes, examinées en commission d'appel d'offres :

Bureau d'études	Tranche Ferme TTC	Tranche Conditionnelle TTC	Total TTC
B3I Plérin	8.291,27 €	9.349,73 €	17.641,00 €
D2L Bétali St Brieuc	6.219,20 €	7.475,00 €	13.694,20 €
Atelier Découverte St Malo	19.106,10 €	11.720,80 €	30.826,90 €
AT Ouest Lannion	4.485,00 €	2.421,90 €	6.906,90 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre d'A T Ouest de Lannion et autorise le maire à signer le marché.

6 – Pass foncier

Le Pass-Foncier est un dispositif favorisant la primo-accession dans le neuf, grâce aux aides additionnées du 1% patronal, des collectivités locales et de l'Etat.

Les avantages du pass-Foncier pour l'accédant à la propriété sont:

- Une aide de la collectivité locale suivant la composition familiale (3.000€ à 4.000€).
- Le CIL consent un prêt à des conditions préférentielles et sécurise l'accédant contre les accidents de la vie.
- L'Etat majore le montant du prêt à taux zéro et accorde une TVA à 5,5 % sur le coût de l'opération.

La commune va mener une réflexion sur l'application éventuelle de cette mesure, pour les constructions sur le lotissement « Les Jardins de Poul Fave » et l'intégrer au budget 2010.

7 – Succession de Jean Paul Coderch-Armez

Différents articles relevant de la succession de M. Jean Paul CODERCH-ARMEZ seront vendus très prochainement aux enchères publiques à l'Hôtel des Ventes de St Brieu. Certains objets de la famille ARMEZ présentent un intérêt historique pour la commune. Il s'agit principalement : d'une plaque de cuivre de Nicolas ARMEZ, du portrait de Louis ARMEZ, jeune, d'archives et de cartes postales.... Le maire propose que la commune puisse en faire l'acquisition. Mais s'agissant d'enchères publiques, il est nécessaire d'autoriser le maire à acheter et de fixer un montant maximum de dépenses.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité autorise le maire, Michel RAOULT à acheter des objets de la succession de Jean Paul CODERCH-ARMEZ, lors des enchères publiques, pour un montant maximum de 2.000 euros.

8 – Communauté de Communes

Le maire informe le conseil sur les nouvelles modalités de fonctionnement du service de ramassage des ordures ménagères, géré par la Communauté de Communes Paimpol-Goëlo :

- L'instauration de la collecte sélective en porte à porte sur la CCPG uniquement dans les zones agglomérées, dans un premier temps.
- L'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), déjà effective en 2009, se poursuivra en vue d'équilibrer le budget en 2012.

9 – Election du 1^{er} délégué suppléant à la CCPG

Suite à la demande de M. Pascal RIOU, 1^{er} délégué suppléant à la Communauté de Communes Paimpol-Goëlo, de ne plus exercer cette fonction, il est nécessaire de procéder à une nouvelle élection, à bulletin secret.

M. Claude LE HENAFF se porte candidat.

Nombre de votants : 18

Par 18 voix, M. Claude LE HENAFF est élu 1^{er} délégué suppléant à la Communauté de Communes Paimpol-Goëlo.

10 – Achat d'une portion de terrain à M. SCHWAB Peter

Actuellement l'accès des véhicules à la cour de la mairie est très délicat du fait de l'étroitesse du passage entre le pignon du bâtiment et le mur de la propriété riveraine. Pour en faciliter l'accès, il faut élargir l'entrée et pour cela acquérir une bande de terrain d'environ de 2 m de largeur, sur la parcelle voisine, cadastrée section ZH n°170, appartenant à M. et Mme SCHWAB Peter. Ce ux-ci acceptent de céder gratuitement à la commune la bande de terrain nécessaire pour permettre l'élargissement du passage. La commune prenant à sa charge, outre les frais de géomètre et de notaire, le déplacement des coffrets électriques et la reconstruction du mur à l'identique.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'acquérir gratuitement une bande terrain d'environ 2 m de largeur de la parcelle, cadastrée section ZH n°170, propriété de M. et Mme SCHWAB Peter et autorise le maire à signer tous les actes relatifs à cet achat.

11 – Assainissement collectif à Penhoat

L'étude sur la création d'un réseau d'assainissement collectif sur le village de Penhoat est très avancée. Environ 170 maisons pourraient être raccordées. Maintenant, la municipalité rencontrera les services du Conseil Général 22 pour connaître leur avis sur les différents modes envisagés pour le traitement des effluents et sur leurs conditions de subventionnement de l'opération.